

# Chapitre 1

## INTRODUCTION GENERALE

L'académie française définit la macroéconomie telle " une étude des phénomènes économiques considérés à l'échelle nationale ou internationale". Le petit Robert pour sa part précise que c'est une " partie de l'économie qui étudie les grandes structures et les phénomènes économiques globaux ". C'est aussi l'étude des grandeurs économiques et monétaires et de l'incidence de leurs interrelations réciproques sur la vie économique de tous les jours. Une simple définition, par contre, ne suffit pas. Alors, de quoi parle-t-on au juste ?

### 1.1 La macroéconomie : de quoi parle-t-on ?

La macroéconomie est une approche globale de l'économie, fermée ou ouverte<sup>1</sup>. Elle constitue le domaine des sciences économiques qui s'intéresse au fonctionnement d'ensemble de l'économie d'une nation. Elle analyse les déterminants, les fluctuations et les interactions des variables 'macroéconomiques' telles que la croissance économique, l'inflation, le chômage, le taux de change ou encore les différents soldes de la balance des paiements.

C'est davantage par les questions qu'elle traite que se définit le champ de la macroéconomie. Certains pays profitent d'une croissance dynamique, d'autres souffrent de stagnation, d'autres s'engouffrent dans des crises de récession : pourquoi une telle hétérogénéité ? Quelles sont les origines des crises de décroissance ? Comment les politiques publiques feront face à telles crises ? Les politiques de relance, coordonnées ou non, n'affectent-elles le taux de change et les balances des paiements ? Quelles sont les causes et les conséquences des fléaux de chômage et de la hausse généralisée et continue du niveau général des prix (inflation) ? Quelles sont les raisons de la spécificité franco-espagnole (par exemple) en matière de chômage ? Les déterminants du chômage à court terme sont-ils les mêmes qu'à long terme ? Existe-t-il des forces ramenant le taux de chômage vers un niveau stable plus ou moins constant à terme ? Si oui pourquoi, et quelles sont les déterminants de ce taux de

---

<sup>1</sup>Soulignons-le dès maintenant, l'étude du fonctionnement d'une économie fermée si elle est nécessaire d'un point de vue théorique et surtout pédagogique afin de s'initier à la macroéconomie, elle n'est pas complète. Elle ignore les phénomènes d'interdépendances des économies nationales. D'où l'intérêt de la macroéconomie ouverte. Ce cours ne traite que la macroéconomie fermée.

chômage ? Et le taux d'intérêt, les salaires, les négociations salariales et les anticipations des agents dans tout cela ? (...) C'est bel et bien à ces interrogations vastes de la pensée économique, dotées de lourds enjeux, et à celles qui leurs sont connexes que le macro-économiste s'efforce d'apporter des éléments de réponses, selon des prévisions conjoncturelles et suite aux recommandations des politiques économiques. Ce cours s'attachera à donner un éclairage sur ces questions.

La macroéconomie est donc au cœur de la théorie économique. Elle se distingue et se définit par opposition à la microéconomie qui, elle, analyse davantage les comportements individuels des agents économiques. Il est néanmoins irrecevable d'annoncer une rupture méthodologique consommée entre les approches micro et macro-économiques. Nous y reviendrons après avoir survoler l'histoire de la pensée macroéconomique.

## 1.2 Historique de la Macroéconomie : des origines à l'approche moderne

La pensée macroéconomique remonte au 18ème siècle avec l'école des physiocrates français. Plus précisément en 1758, Quesnay F., dans son " tableau économique " basé sur le concept du " circuit économique " lança les jalons de base de ce qui est devenu la macroéconomie. A la fin du 18ème et au début 19ème siècles les classiques anglais, à l'instar de Smith A., Ricardo D., Mill S. et Malthus, soutenaient que l'évolution de l'économie (nationale) converge vers un état stationnaire selon des mécanismes macroéconomiques fondamentaux de croissance équilibrée. Une telle thèse était réfutée, à la fin du 19ème siècle, par Marx K. Ce dernier avait basé sa pensée sur les lois d'évolution du capitalisme et les rapports de production. La thèse marxiste, focalisée sur le modèle de reproduction élargie à deux secteurs pour expliquer la dynamique du capitalisme, expliquait l'influence de l'accumulation du capital sur le taux de profit, le chômage et les crises économiques. Marx était-il keynésien avant la lettre ? En tout cas, depuis Marx et avant Keynes la pensée macroéconomique s'était éclipsée, en particulier entre 1870 et 1930. Pendant cette période c'était la microéconomie marginaliste ou néoclassique qui avait triomphé, notamment par les travaux de Jevons W.S., Menger C., Walras (équilibre général) et Marshall A. (équilibre partiel).

En 1936, la macroéconomie surgissait dans les débats de la pensée économique. C'était Keynes J.M., dans sa théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, qui avait fait renaître la macroéconomie. En effet, la crise de chute de la production industrielle des années 30 a marqué de multiples dysfonctionnements des marchés autorégulateurs. Les déséquilibres ont été sévères en particulier au niveau de l'emploi. La crise était résumée principalement dans le sous-emploi chronique et dans l'insuffisance de la production. La théorie du cycle, classique et néoclassique, était remise en cause. Son dépassement aboutissait à la justification de l'intervention publique pour soutenir la demande globale de biens et services. Le keynésianisme bouleversa la pensée classique basée sur la flexibilité des prix et la concurrence complète. Keynes fonda sa thèse macroéconomique sur les hypothèses de

prix rigides à court terme et de marchés imparfaits.

Une année après, en 1937, Hicks J., dans " Mr Keynes and the Classics ", formalisa la pensée keynésienne sous forme du modèle IS/LM, modèle qui est jusqu'à nos jours la référence de base des analyses macroéconomiques. L'apport de Hicks a été consolidé par les travaux de Hansen A.H., Modigliani F., Klein L.R., Samuelson P.A., Patinkin et d'autres. La macroéconomie keynésienne s'est faite alors des adeptes et devenue un champ de recherche à part entière. Dans les décennies 50 et 60, le gouvernement social-démocrate faisait référence aux modèles postkeynésiens considérés efficaces. Cependant, la décennie 70 a annoncé à nouveau les crises de faible croissance, de chômage et d'inflation accélérée que les politiques keynésiennes de la demande se sont révélées incapables de contrecarrer. D'où le retour de la pensée néoclassique avec la théorie monétariste qui doit beaucoup à Friedman M. L'hypothèse de prix rigides a été remplacée par la flexibilité des prix issue des ajustements des mécanismes de marché (confrontation offre/demande).

Les années 70 et 80 ont vu naître la nouvelle économie classique basée sur la théorie des anticipations rationnelles. Les variables macroéconomiques, y compris les comportements des pouvoirs publics, sont analysées suivant le traitement optimal de l'information disponible à leur sujet. L'intervention de l'Etat via sa politique monétaire et/ou budgétaire a été remise en cause. Depuis la fin des années 80 on a assisté à des politiques de désétatisation de l'économie. Les recommandations sont plutôt pour le relâchement des contraintes qui pèsent sur les entreprises (baisse des charges) et les ménages (baisse des impôts). On est là aujourd'hui : ces contraintes sont-elles complètement éliminées ?

Pour récapituler, depuis la parution en 1936 de la Théorie générale de J. M. Keynes, la macroéconomie a vu successivement s'affronter puis se réconcilier deux traditions distinctes qui aboutissent à une synthèse moderne :

- *La logique keynésienne* : tout part de la demande, c'est à dire du volume des commandes ou des débouchés. Le chômage est alors dû à une insuffisance persistante de la demande. L'Etat doit par conséquent intervenir en augmentant les dépenses publiques, en réduisant les impôts ou en demandant à la Banque centrale de diminuer les taux d'intérêt.
- *La logique néoclassique* : tout part de l'offre, c'est à dire des conditions d'une production rentable pour les entrepreneurs. Le chômage est alors dû à un coût du travail trop élevé, si bien qu'il n'est pas rentable pour les entreprises d'embaucher toutes les personnes à la recherche d'un emploi. L'Etat doit par conséquent lutter contre les "rigidités" qui empêchent le marché du travail de "fonctionner correctement" (syndicats, salaire minimum, protection de l'emploi, allocations chômage,...). Une alternative consisterait à baisser les charges sociales sur les bas salaires afin de concilier équité redistributive et lutte contre le chômage.
- *La synthèse moderne* : en réalité depuis la fin des années 70, un consensus existe pour admettre l'existence simultanée des deux types de mécanismes à court terme, et pour

reconnaître que seule la théorie néo-classique est valable à moyen terme. Le principal point de divergence restant concerne la durée permettant de distinguer ce que l'on appelle le court terme du moyen terme.

L'un des enjeux fondamentaux du cours est de comprendre comment les macroéconomistes en sont arrivés à un tel consensus. Après l'histoire de la pensée macroéconomique place à l'observation statistiques de certains faits macroéconomiques marquants pour mieux comprendre qu'est-ce que c'est la macroéconomie.

## 1.3 Constats macroéconomiques : quelques FAITS stylisés

### 1.3.1 Croissance économique

#### 1.3.1.1 Définition

L'entreprise contribue à la richesse nationale en produisant de la valeur. La richesse qu'elle produit réellement étant sa valeur ajoutée (VA). La VA se mesure par la différence entre le chiffre d'affaire et les consommations intermédiaires incorporées dans le processus productif. Une fois produite, elle sera répartie entre différents agents économiques. La partie des bénéfices nets non distribuée aux actionnaires, ou non mise en réserve, sera réinvestie. L'investissement peut être donc assuré par autofinancement combiné à des emprunts éventuels (Fig.1.1). La répartition de la VA, après sa création, schématise ainsi une représentation macroéconomique simplifiée de l'entreprise. Cette dernière est au cœur de la dynamique économique d'ensemble d'une économie. Car, la croissance économique d'une nation se mesure par la variation de son produit intérieur brut (PIB), qui est la somme des valeurs ajoutées (VA) de toutes les unités productives composant l'économie nationale.

#### 1.3.1.2 Instabilité et ampleur des fluctuations

La croissance économique des pays industrialisés ne dépassait pas respectivement 2 et 1,2% en moyenne entre 1870 et 1913 et entre 1913 et 1950. Depuis, elle s'est envolée pour atteindre un rythme de 5% par an<sup>2</sup> avant de retrouver son niveau initial dans la majorité des pays. Par exemple, le taux de croissance annuel de la France qui approchait 5,5% entre 1950-73 est divisé par 2,5 pour s'afficher aux alentours de 2,2% en moyenne entre 1973-2005 (Fig.1.2). L'instabilité de la croissance s'accroît notamment en Europe, aux Etats-Unis et en Asie. Alors qu'ils variaient de près de 3 points dans l'Europe des quinze, les taux fluctuent avec une amplitude de 5 points entre 1973-90. Le Japon, tout en maintenant des performances exceptionnelles, n'échappe pas à la règle. Sa croissance moyenne s'établissait

---

<sup>2</sup> Cf. Maddison A., (2001), "L'économie mondiale : une perspective millénaire", OCDE.

FIG. 1.1 – Création et répartition de la valeur ajoutée

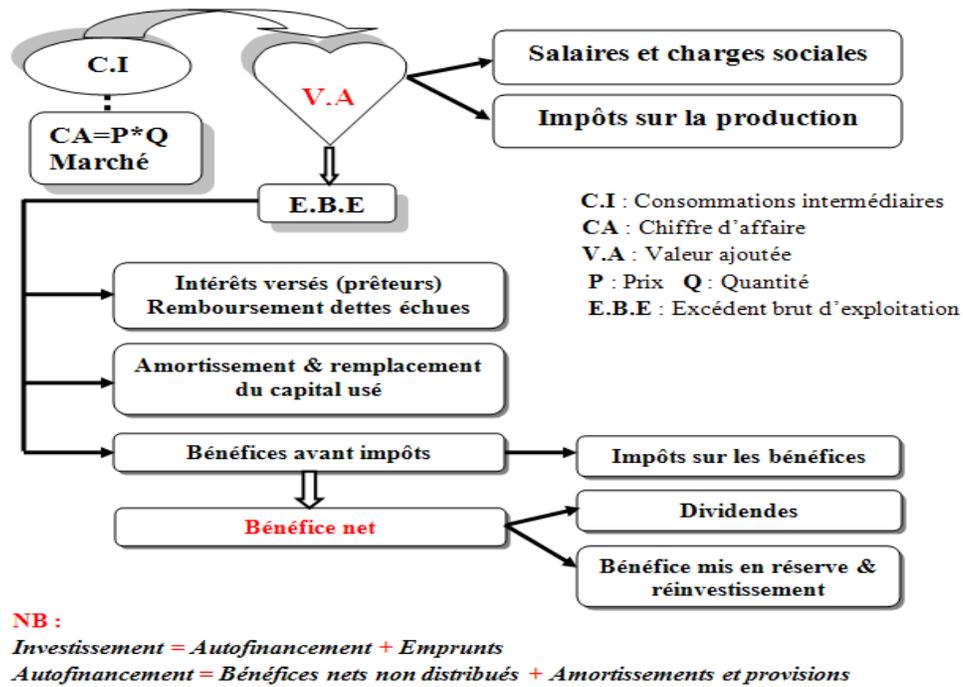
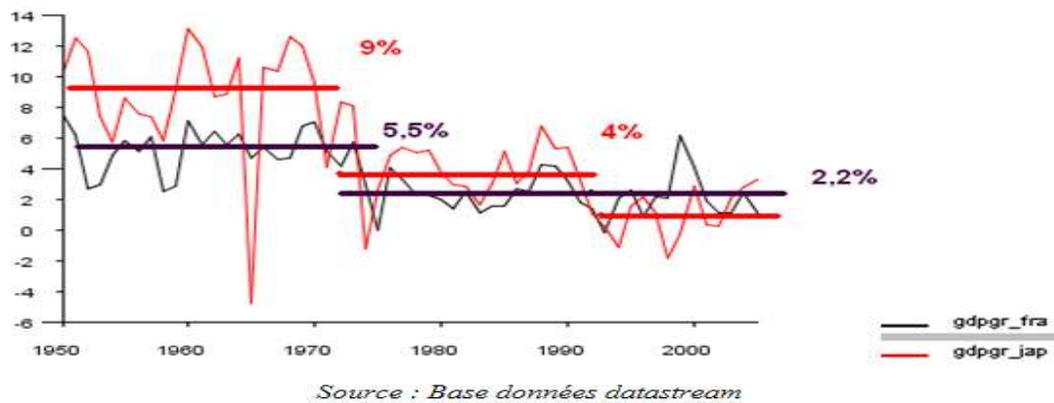


FIG. 1.2 – Croissance réelle et fluctuations, France-Japon, 1950-2005



à environ 9% dans les années 50 et 60, elle n'est plus que de 4% dans la période 72-91, avec des variations de l'ordre de 7 points (Fig.1.2).

FIG. 1.3 – Croissance réelle et fluctuations, France-USA, 1950-2005

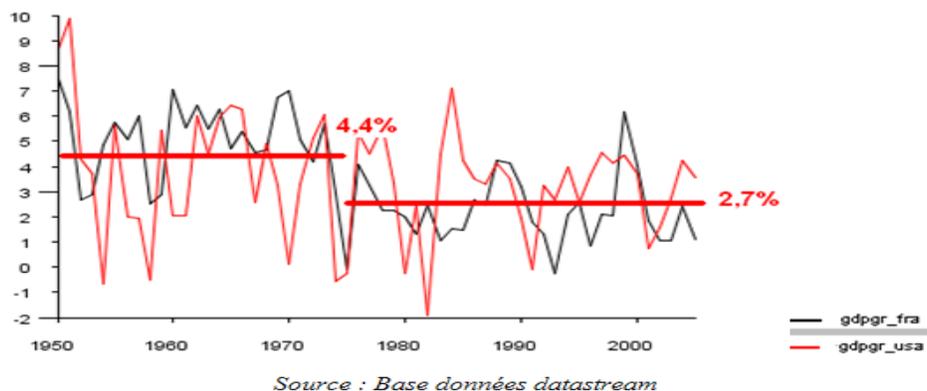
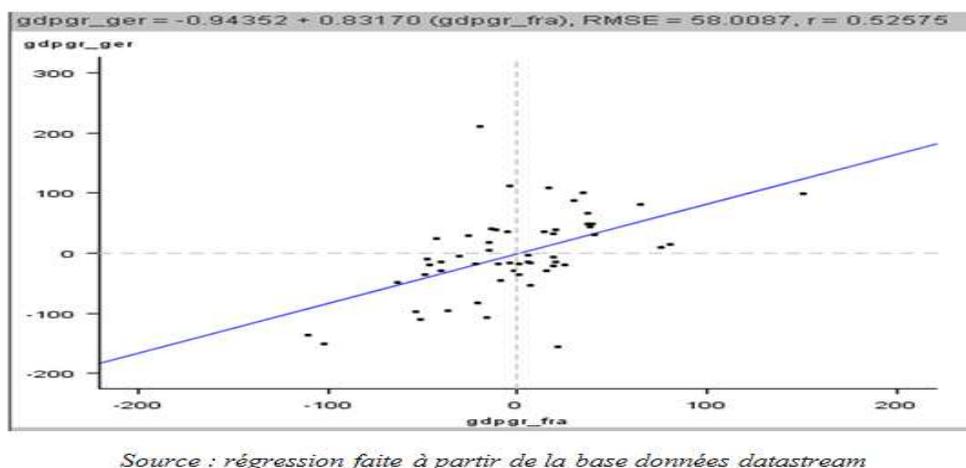


FIG. 1.4 – Croissance et interdépendances, France-Allemagne



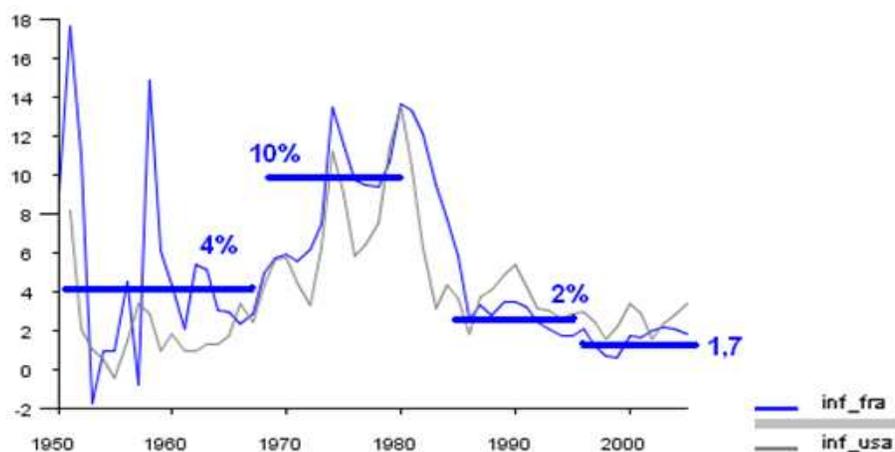
Si les taux de croissance des pays industrialisés convergent globalement vers des seuils proches, des amplitudes de fluctuations les caractérisent encore ces dernières décennies : ralentissements et récessions se succèdent. Le Japon s'est enfoncé dès 1996 dans un marasme qui le conduit à la décroissance en 1998 (Fig.1.2). Après les États-Unis (Fig.1.3), entrés en récession (croissance négative) en 1982, en 1991, l'Europe a été confrontée en 1993 à une des plus sévères dépressions qu'elle ait connues depuis la seconde guerre mondiale (-0,5%). Dans la même année, la France n'en fait pas l'exception. Les années suivantes sont toutefois marquées par une nette embellie aux États-Unis (2,7% en moyenne de 1981 à

2005 et 3,2% en moyenne de 1993 à 2000), et dans une moindre mesure en Europe (près de 2% sur la même période) et en particulier en France (2,2%). Après plusieurs années de forte croissance, l'économie américaine décélère : la croissance du PIB n'est ainsi que de 1,2% en 2001. Ce mouvement se propage par différents biais à l'économie européenne (dont la croissance s'est établit à 1,5%) et à l'économie française (environ 1,7%). En raison de relations d'interdépendances économiques le choc positif de la croissance se transmis plus entre pays partenaires (Fig.1.4).

L'évolution de la croissance mondiale d'aujourd'hui est sans doute moins encourageante. Rupture du rythme de croissance, ampleur des fluctuations constituent ainsi un premier faisceau d'observation dont les macroéconomistes ont à rendre compte. Il n'est pas le seul.

### 1.3.2 Inflation

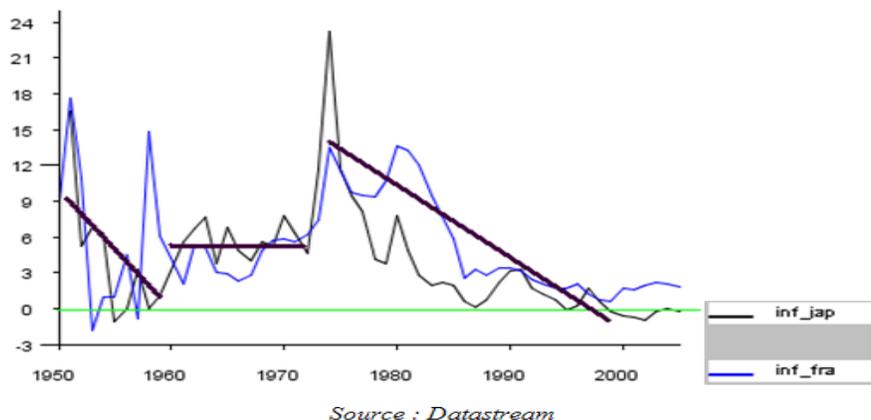
FIG. 1.5 – L'inflation, France-USA, 1950-2005



Source : Datastream

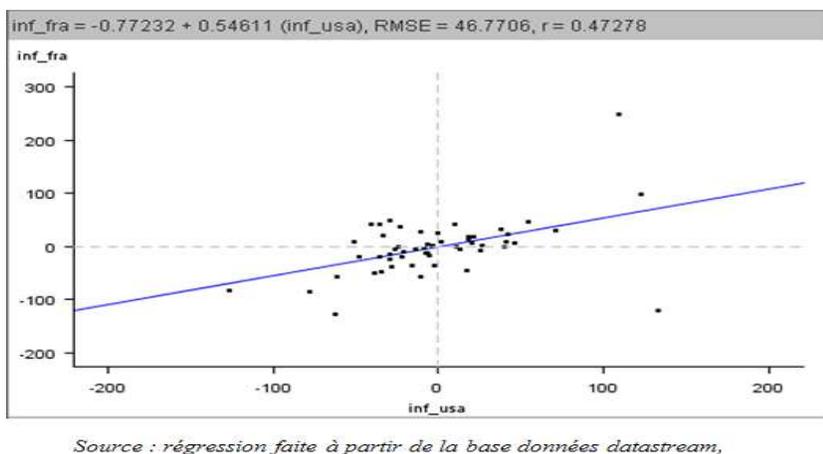
Le taux d'inflation (l'augmentation générale et continue des prix) qui se situait en moyenne aux alentours de 4% de 1950 au début des années 1970 en France s'est progressivement accru pour atteindre des niveaux record (environ 10%) durant la décennie 1970 et début 80. Les années 70 ont été donc les années inflationnistes par excellence. Les années 80, en revanche, sont marquées par une désinflation continue, concrétisée par un retour aux niveaux enregistrés dans les années soixante ou même à des niveaux encore plus faibles

FIG. 1.6 – L’inflation, France-Japon, 1950-2005



dans certains pays comme la France (Fig.1.5).

FIG. 1.7 – Inflation et interdépendances, France-USA



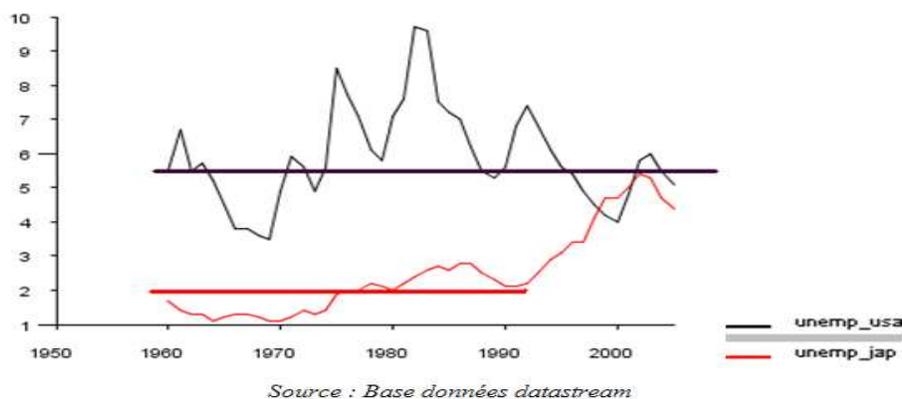
Durant la décennie 90, le processus de baisse du niveau général des prix dans la majorité des pays industrialisés, après un bref sursaut au début 1990, continue : en 2001 l’inflation n’est plus que de 2,2% en Europe et maintenue en dessous de 2% en France notamment depuis le début de l’année 2000. Une évolution similaire se dessine aux Etats-Unis, presque toujours caractérisés par une inflation plus faible (Fig.1.5). Le contrôle de l’inflation est

encore plus net au Japon où elle dégénère en déflation (diminution du niveau général des prix) à partir de 1998, après un premier épisode en 1995. En novembre 2001, par exemple, ce pays a connu le 27ème mois consécutif de baisse des prix (Fig.1.6). Là encore l'interdépendance des économies nationales véhicule les chocs inflationnistes, il est probable que l'inflation américaine par exemple se transmette à l'économie française (Fig. 7).

### 1.3.3 Chômage

L'ampleur et la persistance du sous-emploi est sans doute le fléau le plus alarmant des pays européens en général et de la France en particulier. Longtemps stabilisé à environ 2,5% au niveau européen, le taux de chômage double, en moyenne, à la suite du premier choc pétrolier (5% de 1974-79). A la suite du second choc, il s'est élevé de 5,7% en 1979 à 10,7% en 1985. Puis, il s'est maintenu à des niveaux élevés, malgré le contre choc pétrolier de 1985. Ces niveaux élevés ne sont guère entamés par la légère reprise de l'activité dans la deuxième moitié des années 80 et tendent à se stabiliser, pour l'ensemble des pays européens, à hauteur de 11% au début des années 90 soit 4 fois plus qu'au cours des années 60. S'il est vrai que la décrue du chômage européen s'est amorcée avec l'embellie des années 90, il n'en reste pas moins que le taux est, en 2001, de 3 points supérieur à celui des partenaires de l'Europe, à l'instar des Etats-Unis et le Japon (7,5% contre 4,8 aux Etats-Unis et 5,1% au Japon, Fig.1.8).

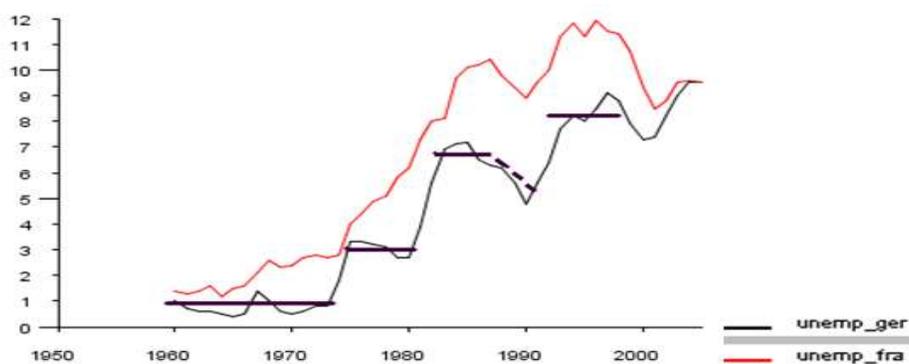
FIG. 1.8 – Le chômage, Etats-Unis-Japon, 1950-2005



Il n'est pas sans intérêt de relever que le contraste touche aussi bien l'évolution du chômage que son niveau. On note ainsi qu'alors qu'il peut atteindre des taux élevés aux

Etats-Unis, le chômage rejoint régulièrement, et relativement rapidement, son niveau initial (5% environ, Fig.1.8). Ce qui n'est le cas ni en Europe et en particulier en France et en Allemagne, où il semble progresser par paliers (Fig.1.9), ni au Japon où les taux sont restés exceptionnellement faibles (2%) jusqu'au début des années 90 (Fig.1.8), en dépit de la grave crise économique qu'il a connu au cours de cette période.

FIG. 1.9 – Le chômage, France-Allemagne, 1950-2005

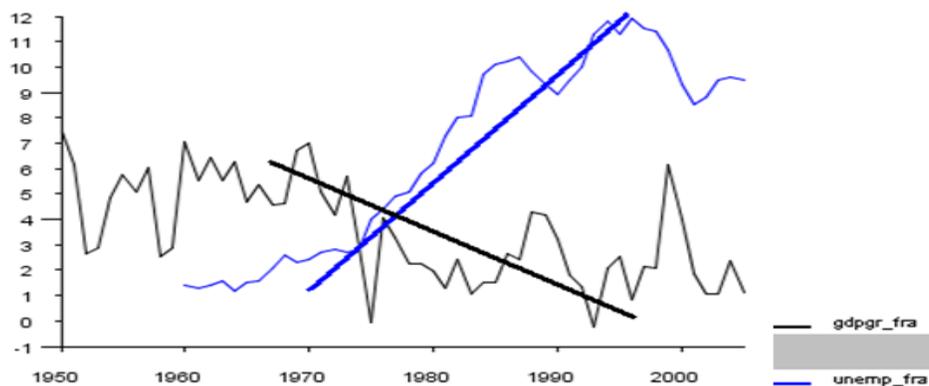


Source : Base données datastream

Le taux de chômage Américain n'a pas connu le phénomène de "dérive à la hausse" qu'a connu le taux de chômage français entre 1973 et 1997. Au contraire, il a beaucoup fluctué aux grés des aléas de la conjoncture autour d'une moyenne stable de 5-6%. Au contraire le taux de chômage espagnol (record de l'OCDE) avec 23,83% en 1993 a connu (en bien pire) une situation semblable à la situation française et allemande.

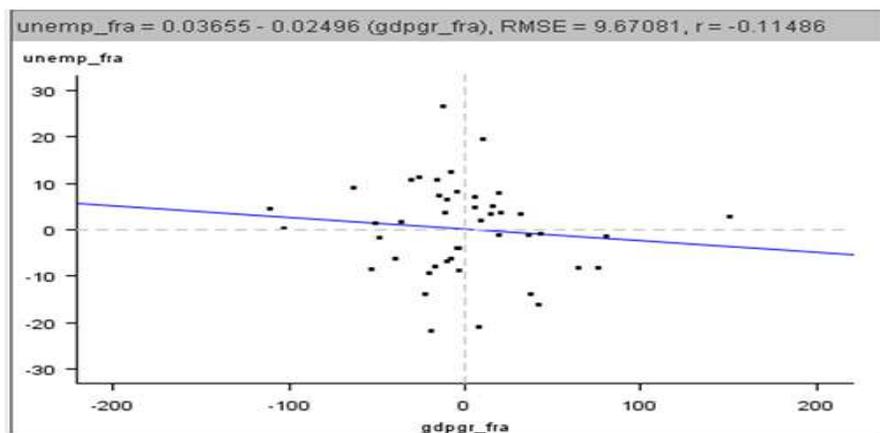
Le chômage est en France un phénomène à la fois ancien et relativement récent. Jusqu'au premier choc pétrolier en 1973, il était presque inexistant. On constate une dérive à la hausse du chômage jusqu'en 1987 puis une importante décrue jusqu'en 2001. La forte croissance économique du milieu des années 80-90 a permis à cette hausse, qui semblait alors inexorable, de s'arrêter : la croissance économique absorbe le sous-emploi (Fig.1.10 et 1.11).

FIG. 1.10 – Le chômage et la croissance en France entre 1950-2005



Source : Base données datastream

FIG. 1.11 – La relation chômage/croissance, France 1950-2005

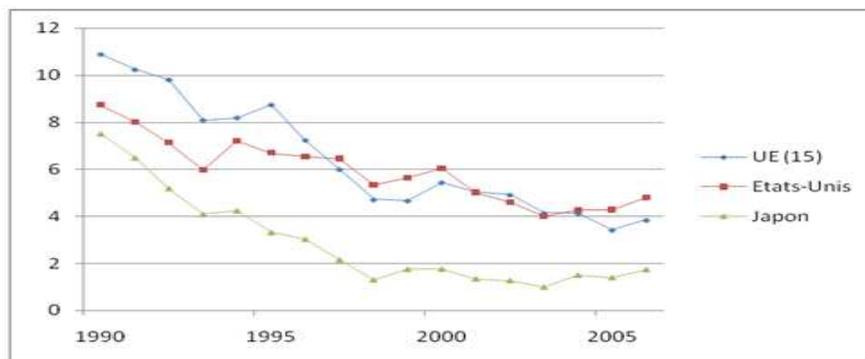


Source : régression faite à partir de la base données datastream

### 1.3.4 Taux d'intérêt

La situation sur les marchés financiers, qui n'est évidemment pas sans incidence sur l'activité réelle, est, quant à elle principalement reflétée par les taux d'intérêts. L'évolution des taux de long terme, en général des obligations à plus de 5 ou 10 ans, manifeste une baisse depuis le milieu des années 80 (Fig.1.12), alors qu'une hausse des taux d'intérêt a été constaté au long des années 60 et 70.

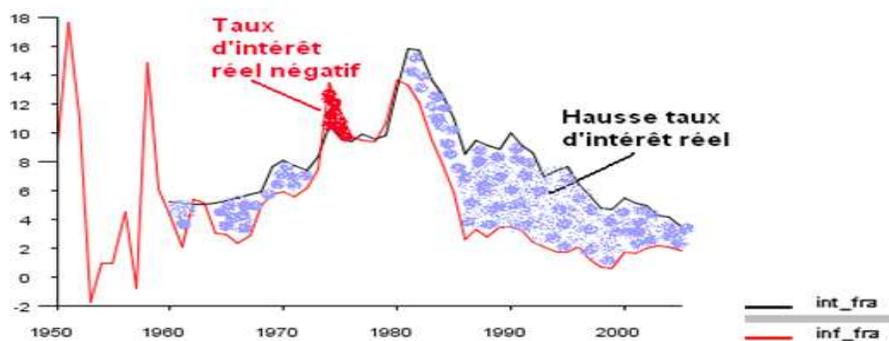
FIG. 1.12 – Taux d'intérêt (obligations long-terme +10 ans), UE(15), USA, Japon



Source : Base données Eurostat

En général, les taux d'intérêt nominaux suivent, avec certain retard, l'évolution de l'inflation. Ils doivent cependant être corrigés de l'inflation afin d'obtenir une mesure pertinente, c'est-à-dire une mesure du coût ou du rendement réel des emprunts ou des prêts. En net repli au cours des années 70, et même négatif entre 1973-1977 le taux d'intérêt réel français a amorcé une vigoureuse reprise à partir de 1981 (Fig.1.13).

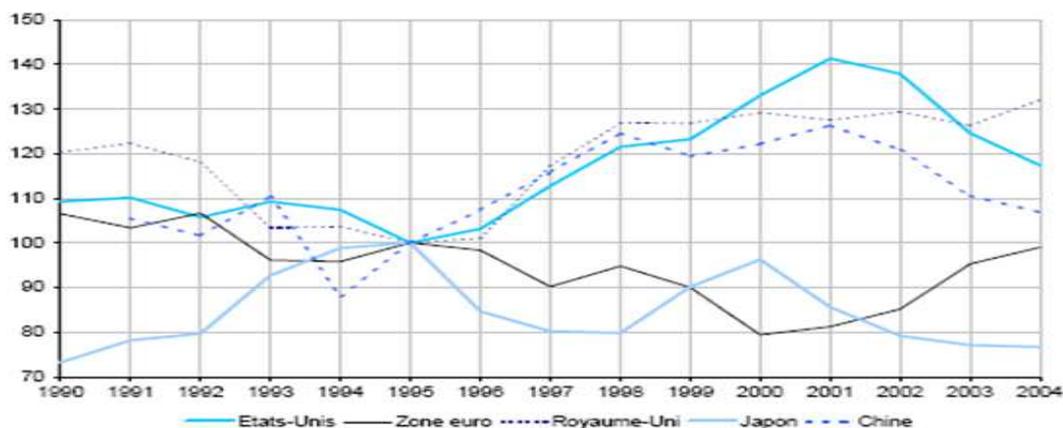
FIG. 1.13 – Taux d'intérêt réel en France, 1960-2005



Source : à partir de base données datastream

### 1.3.5 Taux de change

FIG. 1.14 – Taux de change effectifs réels base 100 en 1995, USA, Zone Euro, RU, Jap, Chine



Source : Base données OCDE

Le taux de change effectif nominal d'une monnaie agrège l'ensemble des parités bilatérales vis-à-vis des autres monnaies ; le poids retenu pour chaque monnaie reflète l'importance de la concurrence exercée par les différents pays sur les marchés tiers. Le taux de change effectif réel permet de faire des comparaisons dans le temps en corrigeant l'évolution du taux de change effectif nominal de celle du niveau des prix dans les différents pays.

Les parités bilatérales indiquent ainsi que l'euro s'est fortement déprécié par rapport au dollar entre 1995 et 2001 et connaît, depuis, un mouvement marqué d'appréciation, qui semblerait se maintenir aujourd'hui. Les fluctuations apparaissent également si l'on prend pour référence un panier de monnaies et les écarts d'inflation : le change effectif réel (TCER) du dollar a fortement varié (Fig.1.14).

Dans le même temps, le déficit courant américain s'est accru de manière continue. Les Etats-Unis ont en effet été confrontés dans la deuxième moitié des années 90 à la fois à une hausse de l'investissement et une baisse de l'épargne des ménages (et donc un creusement de la balance courante américaine) et à une appréciation du dollar. A partir de fin 2001, le mouvement du dollar s'est inversé jusqu'à annuler la moitié de l'appréciation précédente, mais le déficit courant américain a continué à se creuser, en parallèle cette fois avec la forte dégradation des comptes publics (Fig.1.15).

Au regard de la situation de la balance courante américaine, le dollar apparaît aujourd'hui surévalué : les Etats-Unis risquent de ne pas pouvoir soutenir durablement un déficit

FIG. 1.15 – L'évolution des balances courantes en points de PIB, USA, Zone Euro, RU, Jap, Chine

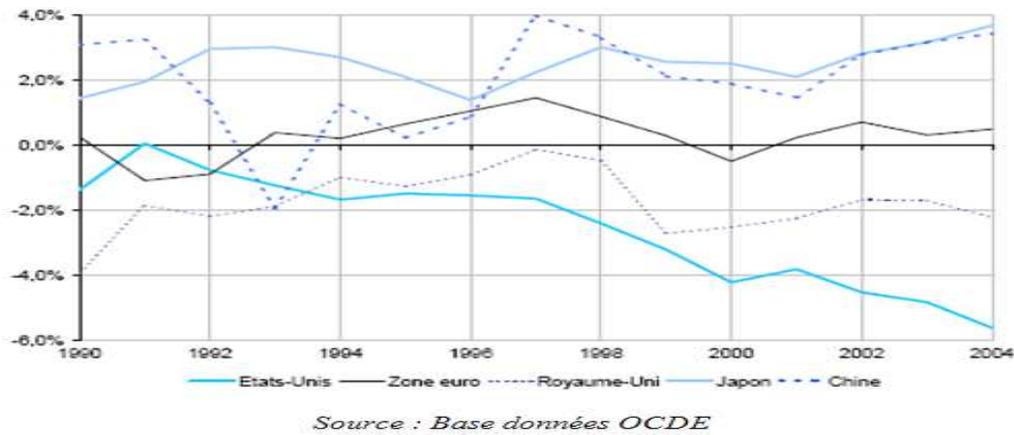


FIG. 1.16 – Taux de change nominal et réel euro/dollar, 1979-2004

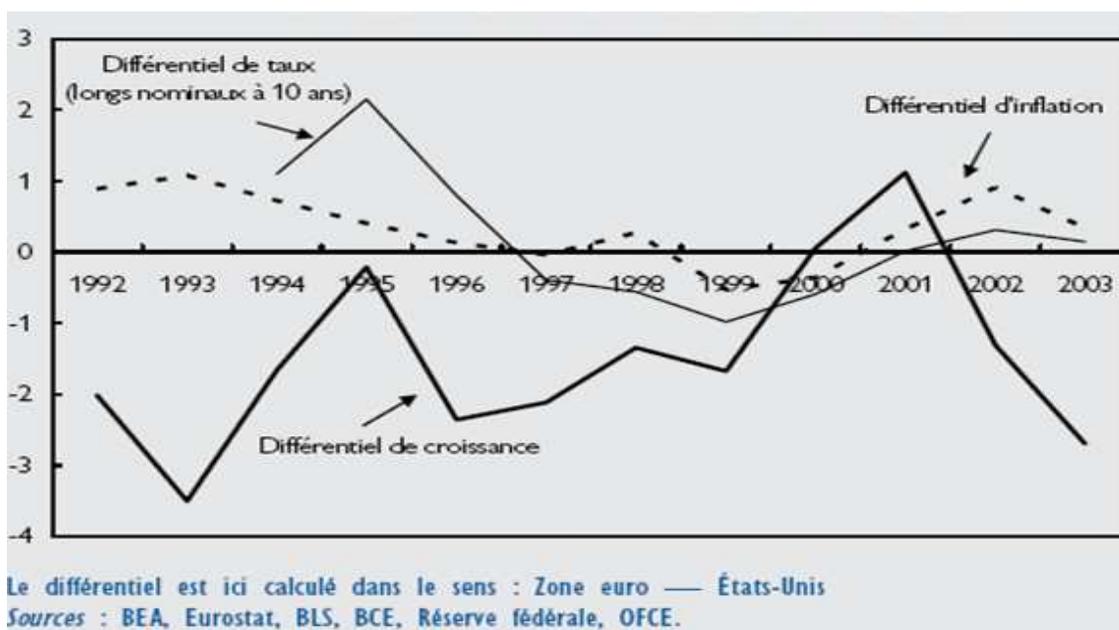


courant de plus de 5 points de PIB.

Bref, longtemps maîtrisés par le régime des parités fixes issu des accords de Bretton Woods, les taux de change sont devenus passablement volatils depuis l'abandon de ce système en 1973 (Fig.1.16).

A la suite de tous ces constats statistiques, il est triviale, même pour qui n'a jamais étudié la macroéconomie, que ces phénomènes ne sont pas indépendants les uns des autres. La croissance n'est pas sans effet sur le chômage ; elle n'est pas sans lien avec le niveau des taux d'intérêt réels, qui déterminent l'investissement. Dans une économie ouverte, caractérisée par de très amples mouvements de capitaux, les taux d'intérêt ne sont pas sans incidence sur les taux de change, qui subissent eux-mêmes l'impact des différentiels inflationnistes, ce qui peut créer des écarts macroéconomiques entre pays partenaires différents (Fig.1.17).

FIG. 1.17 – Différents écarts macroéconomiques entre la Zone Euro et les Etats-Unis



## 1.4 Objet de la Macroéconomie

Le constat de ces phénomènes (croissance, inflation, chômage, taux d'intérêt, taux de change, ...) ne peut ignorer leurs interdépendances. Celles-ci sont explicitées par l'analyse Macroéconomique. La macro s'attaque à l'explication du fonctionnement de l'économie dans sa globalité. Elle étudie les grandeurs macroéconomiques et leurs niveaux d'équilibres/déséquilibres sur différents marchés formant le système économique d'ensemble d'une économie donnée, fermée ou ouverte. Le repérage de telles grandeurs et leurs interconnexions est indispensable à l'élaboration des politiques publiques efficaces. Bref, on peut assigner trois objectifs majeurs à l'analyse macroéconomique :

- Préciser les déterminants des agrégats macro (tels que la croissance, l'emploi, le niveau général des prix, l'investissement, la consommation,...) et leurs interrelations ;
- Etudier l'origine(s) des déséquilibres économiques (chômage, inflation, récession,...) ;
- Proposer et évaluer des politiques publiques en matière d'équilibres recherchés.

Le champ de réflexion, d'étude et d'analyse de la macroéconomie étant celui de ces trois objectifs cités et celui d'autres qui leur sont connexes(...). Il nécessite une méthodologie propre.

## 1.5 La méthode macroéconomique

La méthode d'analyse macro se base généralement sur des modèles qui représentent une simplification des problèmes abordés. Ces modèles permettent d'isoler des éléments clés de l'économie et d'étudier les relations qui existent entre eux. Ainsi, la macroéconomie s'intéresse à la manière dont les grands agrégats économiques s'ajustent et influent les uns sur les autres. La demande totale des ménages, la dépense totale des firmes, l'inflation, le chômage sont quelques agrégats auxquels s'intéresse la macroéconomie.

La macroéconomie s'intéresse aux grandeurs globales ou agrégées (PIB pour la croissance, Niveau général des prix pour l'inflation,...etc.) de l'économie (composée de groupes homogènes -secteurs institutionnels- d'agents : producteurs, ménages, gouvernement, institutions financières, reste du monde) dans son ensemble pour expliquer les mouvements du système considéré comme un tout. Elle se distingue alors de la microéconomie<sup>3</sup>, elle qui analyse des variables et des comportements individuels régissant les décisions des acteurs rationnels sur les marchés.

Il est important toutefois de ne pas baser l'analyse macroéconomique uniquement sur des intuitions, car celles-ci ne sont en général valables que dans des cas particuliers. La modélisation et la formalisation mathématique s'avèrent alors constituer un outil indispensable pour vérifier à quelles conditions nos intuitions sont valables. Il faut donc être au clair sur les différentes étapes de cette méthode.

Une représentation extrêmement simplifiée de la réalité. La réalité économique est profondément complexe à appréhender. Il faut donc rechercher les mécanismes essentiels pour espérer comprendre l'économie. C'est pourquoi on a recours à des modèles économiques. Ceux-ci constituent des mondes imaginaires dans lequel le fonctionnement de l'économie est suffisamment simple pour être compris et étudié. Un modèle constitue de ce point de vue une version (extrêmement à notre niveau) simplifiée de la réalité. Les modèles macroé-

---

<sup>3</sup>La connaissance des fondements de l'analyse microéconomique facilite énormément la compréhension du mode du raisonnement global de la macroéconomie.

conomiques sont sous forme d'équations mathématiques<sup>4</sup> inspirées des relations macroéconomiques théoriques et représentent le plus fidèlement possible les comportements des Agents (producteurs, consommateurs, pouvoirs publics,...) affrontés à des contraintes. Ils relèvent largement de la pensée postkeynésienne couplée des théories néoclassiques de la croissance en particulier.

Un modèle macroéconomique repose donc toujours sur des hypothèses simplificatrices. Il faut les connaître, savoir dans quelle mesure des hypothèses moins simplificatrices changent ou non les propriétés du modèle pour appréhender sa qualité de prédiction. La modélisation mathématique permet d'énoncer des propriétés du modèle (voir des théorèmes). Par exemple, une hausse des dépenses publiques augmente la production, l'emploi et réduit le chômage. Obtenir de telles propriétés est le but de la modélisation. C'est ce qui permet de faire de la prévision et des recommandations de politique économique. Ces résultats ne constituent pas des vérités absolues et immuables. Au contraire ils sont très dépendants des hypothèses posées. Ainsi, une hausse des dépenses publiques augmente la production, l'emploi et réduit le chômage sur le court terme mais pas sur le moyen terme. Il est donc essentiel de comprendre et d'assimiler non seulement les propriétés et les résultats des modèles mais aussi leurs hypothèses principales. Le modèle keynésien repose, par exemple, sur l'hypothèse selon laquelle les prix ne peuvent ajuster l'offre à la demande. Une telle hypothèse est sans doute acceptable à court terme, mais certainement pas à plus long terme.

La controverse en macroéconomie s'est ainsi considérablement atténuée. Ce sont moins les résultats qui doivent faire l'objet de discussions que les hypothèses sur lesquelles ils se basent. La théorie keynésienne n'a, dans ce sens, de pertinence que sur le court-terme. Ce qui oppose aujourd'hui keynésiens et néoclassiques repose davantage sur ce que signifie cette notion de court-terme : un mois, un an, une décennie ? Bref, les modèles doivent être confrontés aux faits à deux niveaux :

1. Au niveau de leurs hypothèses, sont-elles réalistes ?
2. Au niveau de leurs prédictions, permettent-elles de répliquer les faits ?

Les réponses à ces deux questions sont très rarement positives à 100%.

Finalement, on peut reprocher au niveau agrégé de l'analyse macro le fait qu'il conduit à la négligence des *effets de répartition et des spécificités des comportements individuels* qui sont représentés par un indice synthétique ou par une variable globale. L'exemple de la fonction de production [ $Y_t = f(K_t, N_t)$ ] est édifiant à ce sujet. Mais l'analyse Macroéconomique reste, malgré tout, un outil irremplaçable pour la conduite des politiques publiques. Nous l'abordons dans ce cours dans le cas d'une économie fermée. Le premier chapitre traite le modèle IS/LM et ses mécanismes théoriques. Le second chapitre analyse les chocs

---

<sup>4</sup>Les équations du modèle sont estimées par des techniques économétriques exploitant des données fournies par la comptabilité nationale. Une fois le modèle est calibré, il est prêt aux différentes simulations de chocs exogènes...

affectant l'économie. Les phénomènes d'interdépendances macroéconomiques dans une économie ouverte ne seront pas esquissés.

## 1.6 Bibliographie sélective

- **Blanchard O.** et **Cohen D.**, (2000), *"Macroéconomie"*, Pearson Education.
- **Béraud A.**, (1999), *"Introduction à l'analyse macroéconomique"*, 4ème Ed. Anthropos.
- **Muet P-A.**, (2004), *"Introduction à l'analyse macroéconomique"*, Ed. de l'école polytechnique.
- **D'Autume A.**, (1989), *"La macroéconomie à l'ancienne"*, Working Paper n°89.01 Delta, Ecole normale supérieure.
- **Mankiw G.**, (2003), *"Macroéconomie"*, traduction de la 5ème édition américaine par Jean Houard, De Boek Université.